« Zéro artificialisation nette » : combien coûte vraiment la renaturation des sols urbains ?



Alors que le gouvernement envisage de décaler l'objectif intermédiaire « zéro artificialisation nette » de 2031 à 2034 , une recherche lève le voile sur les coûts, parfois élevés, des opérations de renaturation des sols. Ces données inédites offrent aux décideurs des repères chiffrés pour planifier la transition écologique de leurs territoires.

Face à la multiplication des canicules et inondations, la renaturation des sols s'impose comme un enjeu crucial pour adapter nos villes au changement climatique. Restaurer la fonctionnalité des sols permet en effet de limiter les îlots de chaleur, d'améliorer l'infiltration de l'eau, d'offrir davantage d'espaces verts et de créer des corridors écologiques favorables à la biodiversité.

Le récent règlement européen sur la restauration de la nature en fait d'ailleurs une priorité, en fixant un objectif d'augmentation des espaces verts urbains. En France, cet enjeu s'inscrit dans la stratégie nationale de neutralité écologique visée par l'objectif « zéro artificialisation nette » (ZAN).

Mais combien coûte cette renaturation ? Jusqu'à récemment, les données fiables manquaient. Seul un rapport de France Stratégie (2019) proposait une estimation approximative, basée sur des sources limitées et une méthodologie peu détaillée.

Charles Claron, Elodie Nguyen-Rabot, Harold Levrel, Mathilde Salin, Nicolas Mondolfo publient un document de travail qui apporte des données inédites, collectées directement auprès des acteurs de la renaturation des sols.

Liens utiles
Lire l'ensemble de l'article sur theconversation.com